

CATALOGUE 2009 DES PUBLICATIONS DE SURVIE

et autres ouvrages recommandés par Survie



SURVIE

210, rue St Martin

75003 Paris

Tél : 01 44 61 03 25

Fax : 01 44 61 03 20

Courriel : contact@survie.org

Site Internet : <http://survie.org>



CATALOGUE 2009

Consultez aussi notre catalogue sur <http://survie.org>

Imprimé par nos soins
Catalogue régulièrement mis à jour (9^{ème} édition) janvier 2009
Ouvrages disponibles en librairie

Sommaire :

Les ouvrages sur la Françafrique et les pays africains.....	1
Nicolas Sarkozy ou la Françafrique décomplexée	
Livre Blanc. Pour une politique de la France en Afrique Responsable et Transparente	
La Françafrique. Le plus long scandale de la République	
Noir silence	
Noir procès : offense à chefs d'Etat	
Noir Chirac	
Négrophobie	
Du racisme français	
De la Françafrique à la Mafiafrique	
François-Xavier Verschave. L'homme qui voulait soulever les montagnes	
Au mépris des peuples : Le néocolonialisme franco-africain	
elf, la pompe Afrique. Lecture d'un procès	
Tchad : Le procès d'Idriss Deby, témoignage à charge	
Avril 2005. Le choix volé des Togolais	
Le Sénégal entre deux naufrages : Le Joola et l'alternance	
La collection des <i>Dossiers noirs</i>.....	5
22 Dossiers Noirs sur la politique de la France en Afrique	
Billets d'Afrique et d'ailleurs.....	8
Bulletin mensuel d'information sur l'actualité franco-africaine	
Les ouvrages sur le génocide des Tutsi au Rwanda et l'implication de la France.....	9
L'horreur qui nous prend au visage	
Imprescriptible : L'implication française dans le génocide Tutsi portée devant les tribunaux	
Le massacre des Bagogwe. Un prélude au génocide des Tutsi. Rwanda (1990 - 1993)	
L'Inavouable : La France au Rwanda	
Généalogie du génocide rwandais	
Un génocide sans importance. La France et le Vatican au Rwanda	
Le Monde, un contre-pouvoir ? Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais	
Les ouvrages sur la réforme de l'économie mondiale.....	11
A l'aurore du siècle, où est l'espoir ? Biens communs et biens publics mondiaux	
La maison-monde : Libres leçons de Braudel	
Transport maritime, danger public et bien mondial	
La santé mondiale entre racket et bien public	
Les télécommunications, entre bien public et marchandise	
On peut changer le monde	
L'aide publique au développement : Un outil à réinventer	
Pourquoi l'Erika à coulé : Les paradis de complaisance	
La collection de brochures pédagogiques.....	13
Rwanda 1994. Les victimes et les complices oubliés du génocide des Tutsi	
Pour en finir avec les Paradis fiscaux	
La France coloniale d'hier et d'aujourd'hui	
Dettes odieuses. A qui a profité la dette des pays du Sud ?	
Biens Mal acquis des dictateurs africains en France.	
Les documents audio-visuels.....	14
Bamako 2005. J'ai honte de la politique de la France en Afrique	
Une Commission d'enquête citoyenne sur le Rwanda, pour quoi faire ?	
Françafrique	
Le prix de l'or	
Elf, la pompe Afrique. Lecture d'un procès	
Les compilations de soutien <i>Africa wants to be free ! et Décolonisons !</i>.....	15

Ouvrages sur la Françafrique et les pays africains

Nicolas Sarkozy ou la Françafrique décomplexée de Samuël Foutoyet, 2009, Tribord, 150 p., 4,5 €



Pendant la campagne des élections présidentielles en 2007, le candidat Nicolas Sarkozy a multiplié les annonces de rupture avec la politique africaine de ses prédécesseurs. Pourtant, au regard des actes posés depuis sa prise de fonction à l'Elysée, le président français n'a pas tenu ses promesses : perpétuation de relations clientélistes, discours essentialiste de Dakar sur l' « homme africain », soutien à des dictateurs (Bongo, Khadafi...), défense de l'affairisme français (Bolloré, Bouygues...), intervention militaire au Tchad, rôle joué par certains émissaires officieux (Bourgi, Balkany...), la politique africaine de Nicolas Sarkozy s'inscrit plus dans une continuité que dans une rupture.

C'est ce que montre ce livre en examinant les événements les plus marquants du début de quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Livre Blanc. Pour une politique de la France en Afrique Responsable et Transparente de la Plateforme Citoyenne France-Afrique, déc 2007, 154 pages, 13.30 €



Ce Livre Blanc reprend une grande partie des travaux du « Sommet citoyen France-Afrique » organisé à Paris en février 2007, alimentés par des propositions de la campagne « 2007 : état d'urgence planétaire, votons pour une France solidaire ! », coordonnée par le CRID. Ce livre, qui se fait également le relais de l' « Appel » signé en janvier 2007 par 150 organisations africaines « pour une autre relation de la France avec l'Afrique », émet un certain nombre de revendications et de propositions concrètes pour une politique de la France en Afrique transparente, au service de la démocratie, contrôlée par le Parlement et les citoyens, et respectueuse des droits économiques, sociaux et politiques des Africains.

La Françafrique. Le plus long scandale de la République de François-Xavier Verschave, 1999, Stock, 380 pages, 20 €

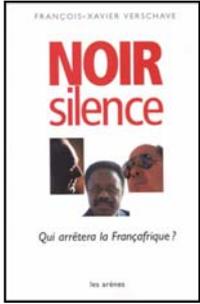


Depuis quarante ans, la politique française en Afrique vise à exploiter les ressources naturelles et géopolitiques des pays francophones avec les armes de la corruption, du meurtre, de la manipulation et de la guerre. C'est le plus long scandale de la République.

Cet ouvrage est une excellente introduction à la Françafrique en montrant comment plus d'une vingtaine de réseaux politiques, d'officines mafieuses, de filières occultes se partagent aujourd'hui le gâteau africain.

Ce livre fut l'objet d'un procès intenté par Charles Pasqua qui ne reçut qu'1 franc français de dommages et intérêt au lieu des 5 millions qu'il demandait.

Noir silence de François-Xavier Verschave, 2000, Les Arènes, 595 pages, 22,10 €



Il existe un pays où, depuis son palais, le chef de l'Etat recrute librement des mercenaires et pilote des guerres civiles sur un autre continent.

Il existe un pays qui attise les conflits ethniques et déverse des armes sur des régions à feu et à sang, pour rester maître du seul vrai pouvoir : l'argent.

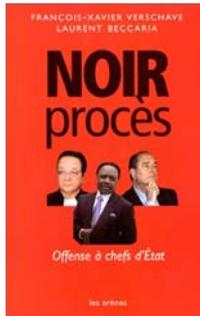
Il existe un pays qui, pour défendre ses intérêts, autorise ses services spéciaux à s'allier, en terre étrangère, avec des réseaux mafieux et les milices d'extrême droite.

Il existe un pays qui, loin de ses frontières, truque des élections et couvre l'assassinat de ses propres coopérants.

Ce pays, c'est la France. Le continent humilié, c'est l'Afrique.

Ce livre fait le point, pays par pays, sur les différents réseaux françafricains en Afrique.

Noir procès : offense à chefs d'Etat de François-Xavier Verschave, Laurent Beccaria, 2001, Les Arènes, 382 pages, 19,54 €

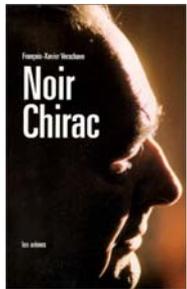


Noir silence est devenu un livre culte. Furieux, trois présidents africains, à la tête de régimes pétroliers, ont déposé plainte pour " Offense à chef d'Etat ". Conseillés par Maître Vergès, ils ont choisi d'invoquer l'ancien crime de lèse-majesté. Un article archaïque du Code Pénal français permet en effet la condamnation d'office de toute publication qui s'attaque à un Chef d'Etat, même si les faits reprochés sont vrais !

Pendant trois jours, plus de quinze témoins ont témoigné en faveur de l'auteur et de l'éditeur de *Noir Silence*. Les Chefs d'Etat voulaient la censure. Ils ont récolté la vérité.

Ce script des audiences est un document pour l'Histoire. Chaque dialogue sonne juste. Chaque passe d'arme touche au cœur de la Françafrique.

Noir Chirac de François-Xavier Verschave, 2002, Les Arènes, 310 pages, 20 €



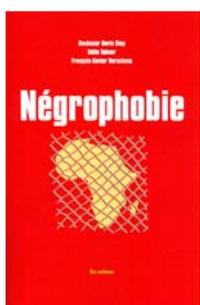
François-Xavier Verschave explore l'autre Chirac, un homme secret, si différent de son image de "bête politique".

Ce dernier se montre un connaisseur hors pair de l'Etat, placé au centre de vastes réseaux d'intérêt. Un homme de dossiers sensibles, initié très jeune par Marcel Dassault au monde du secret, du nucléaire et de la finance parallèle, en étroite collaboration avec les Etats-Unis.

Un ancien trésorier de Georges Pompidou qui, de la présidence du RPR à la mairie de Paris, a su utiliser, durant toute sa carrière, les mille et une ressources de la République occulte. Une tête de pont de la Françafrique.

Voilà le portrait en relief d'un Jacques Chirac homme d'action, plus redoutable dans l'ombre que dans la lumière.

Nérophobie. Réponse aux « négrologues », journalistes françafricains et autres falsificateurs de l'information, de François-Xavier Verschave, Odile Tobner-Biyidi et Boubacar Boris Diop, 2005, Les Arènes, 200 pages, 19,80 €

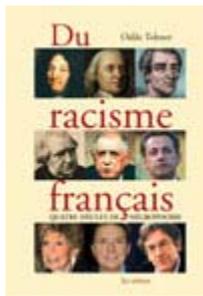


Dès lors qu'il s'agit d'un pays d'Afrique « noire », la République se croit tous les droits. Et d'abord celui de mentir. Pour la Françafrique, l'information est une arme comme une autre. Son traitement est surveillé, filtré, parfois même organisé. L'un de ces « ingénieurs de l'âme » s'appelle Stephen Smith, auteur d'un best-seller inquiétant, *Négrologie*, dans lequel il ressuscite les pires clichés coloniaux.

Trois auteurs ont mêlé leurs plumes pour répondre à ces écrits de mauvaise augure. Ils décortiquent le discours pervers de *Négrologie*. Ils décryptent dix ans d'information maligne, à *Libération* et au *Monde*. Ils défendent l'honneur des Africains face à tous ceux qui jouent avec le feu du racisme pour mieux masquer

la face honteuse de la République.

Du Racisme Français, d'Odile Tobner, nov 2007, Les Arènes, 300 pages, 19.80 €



Depuis le Code noir (1685), rares sont les intellectuels français qui ont remis en question le socle raciste sur lequel repose notre regard sur "les noirs", africains ou antillais.

Les récentes saillies négrophobes d'Hélène Carrère d'Encausse, Alain Finkielkraut ou Nicolas Sarkozy ne sont pas de malheureux dérapages mais la continuité désolante de préjugés nourris depuis quatre siècles.

Qui, en France, sait que Saint-Simon, Bossuet, Montesquieu ou Voltaire ont commis, sur ces questions, des pages monstrueuses? Que Renan, Jules Ferry, Teilhard de Chardin, Albert Schweitzer ou encore le général De Gaulle leur ont

emboîté le pas?

Le pays des Lumières et des Droits de l'homme n'aime pas se voir en ce miroir-là. Odile Tobner révèle que la négrophobie fait pourtant partie de notre héritage.

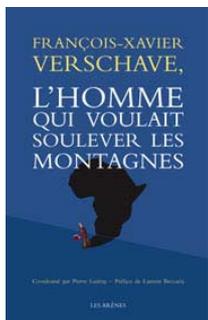
Il est temps de décoloniser les esprits. Enfin.

De la Françafrique à la Mafrafrique de François-Xavier Verschave, 2004, Tribord, 70 pages, 3 €



Ce petit livre, retranscription d'une conférence donnée fin 2003 par François-Xavier Verschave, propose de survoler les rouages de la Françafrique et ses dérives mafieuses ! Il propose aussi quelques pistes pour de nouveaux rapports avec les peuples du Tiers Monde en approfondissant la démocratie à l'échelle planétaire. Une très bonne première approche de la Françafrique.

François-Xavier Verschave. L'homme qui voulait soulever les montagnes, coordonné par Pierre Laniray, les Arènes, 2006, 202 pages, 18 €



François-Xavier Verschave, disparu précipitamment en juin 2005 alors qu'il présidait l'association Survie, fut pendant vingt ans l'adversaire redouté de la Françafrique. Il croyait à la démocratie et aux engagements publics. Puisque la République violait en Afrique ses principes fondamentaux, il avait décidé de porter la plume dans la plaie.

Avec une poignée de bénévoles, il a rassemblé des milliers d'informations sur la face cachée de notre politique africaine, écrit des livres marquants, lancé une commission d'enquête citoyenne sur le Rwanda, animé d'innombrables conférences. Grâce à lui, la Françafrique a été mise en procès.

L'homme qui voulait soulever les montagnes retrace l'itinéraire de ce citoyen absolu, rassemblant ses pages les plus éclairantes et les témoignages de ceux qui l'ont connu.

Au mépris des peuples : Le néocolonialisme franco-africain de François-Xavier Verschave, Philippe Hauser, 2004, La Fabrique, 120 pages, 12 €



Ce livre met à jour le scandale à travers lequel la politique mondiale, c'est-à-dire celle des pays riches, se reconstitue chaque jour sur le mode de l'oubli actif et de l'exploitation éhontée de populations dont la vie est en suspens.

La Françafrique est l'un des modèles les plus aboutis de cette logique. Ce livre en retrace l'historique, de la première guerre froide à la mondialisation. Il en décrit les formes actuelles - car, contrairement à ce qu'on essaie de nous faire croire, tout continue. Il précise les impacts sur la France, où la politique du secret et de l'impunité au nom de la "raison d'État" constitue un défi à la démocratie.

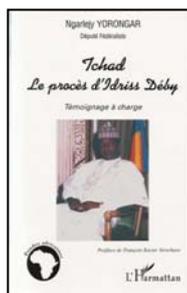
Enfin, il trace les voies possibles pour "en sortir", en Afrique comme en France.

elf, la pompe Afrique. Lecture d'un procès, par Nicolas Lambert, préface de François-Xavier Verschave, Collection Œuvres vives, éditions Tribord et Autrement dit, 95 pages, 12 €



Ce livre nous plonge dans le plus grand scandale politico-financier de la France du XX^{ème} siècle. Il s'agit de la pièce de théâtre créée à partir du procès Elf par Nicolas Lambert et des émissions qui lui furent consacrées à France Inter. Le texte de la pièce est accompagné d'1 CD (79 min) offert, comprenant les principaux extraits de l'émission *Là-bas si j'y suis* des 15 et 16 février 2005 sur France Inter, produite par Daniel Mermet et réalisée par Antoine Chao, ayant pour invité François-Xavier Verschave.

Tchad : Le procès d'Idriss Deby, témoignage à charge de Ngarleiy Yorongar, François-Xavier Verschave (Préface), 2003, L'Harmattan, 383 pages, 30 €



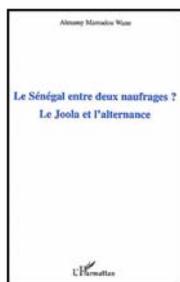
L'auteur se charge, dans cet ouvrage, de démontrer amplement le bien-fondé de la terrible étiquette d'Idriss Déby, traité de criminel invétéré, d'assassin, de tueur, de dictateur, etc. On découvre la gestion criminelle de Déby : instrumentalisation des massacres à grande échelle des populations civiles, voire génocide, empoisonnement et terrorisation des opposants, tribalisation mortifère, blanchiment d'argent sale, corruption, trafics internationaux. Le constat des vingt-trois années (1978-2001) de grande nuisance d'Idriss Déby au Tchad est sans appel. Il est comptable de tous ces crimes.

Avril 2005. Le choix volé des Togolais. Rapport sur un coup d'Etat électoral perpétré avec la complicité de la France et de la communauté internationale, coordonné par l'association Survie, 2005, L'Harmattan, 105 pages, 10 €



Le 24 avril 2005, alors que les Togolais sont appelés aux urnes, le régime organise la fraude afin de permettre à Faure Gnassingbé, fils du dictateur Gnassingbé Eyadéma décédé quelques semaines auparavant, de succéder à son père. Convaincus que la vérité doit être connue et la fraude électorale démontrée, des journalistes, des représentants d'ONG et d'organisations religieuses, des militants des droits de l'Homme, se rencontrent, communiquent par téléphone, échangent leurs écrits, manifestent. Un combat les rassemble, celui de la lutte contre l'impunité. Ce rapport met en lien leurs textes, articles, déclarations et autres documents. La fraude y est démontrée grâce à des éléments concrets d'appréciation et d'analyse.

Le Sénégal entre deux naufrages : Le Joola et l'alternance de Almamy-Mamadou Wane, 2003, L'Harmattan, 138 pages, 12,20 €



Avec au moins 1863 victimes, le naufrage du navire sénégalais le Joola, le 26 septembre 2002, est la plus grande catastrophe de l'histoire de la navigation maritime. C'est aussi un noeud incroyable de responsabilités et d'irresponsabilités, déguisé en fatalité. Les Sénégalais avaient, en 2000, massivement voté pour le changement, l'alternance, en portant au pouvoir Abdoulaye Wade, mais la catastrophe du Joola et son "traitement" par le Président montre que c'est l'alternance qui fait naufrage. Meurtri par cet événement, l'auteur redoute maintenant de voir sombrer son pays.

La collection des Dossiers noirs

Les « Dossiers noirs » sont issus d'une collaboration entre AGIR ICI et SURVIE, qui mènent régulièrement, avec une vingtaine d'associations françaises, des campagnes conjointes pour « ramener à la raison démocratique » la politique de la France en Afrique.

DN n° 1 à 5, 1996, L'Harmattan, 382 p, 25,95 €



DN n° 1, **Rwanda. La France choisit le camp du génocide**

DN n° 2, **Les liaisons mafieuses de la Françafrique**

DN n° 3, **France, Tchad, Soudan. Au gré des clans**

DN n° 4, **Présence militaire française en Afrique. Dérives...**

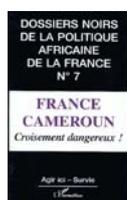
DN n° 5, **Les candidats et l'Afrique. Le dire et le faire.**

DN n° 6, Jacques Chirac et la Françafrique : Retour à la case Foccart ?, 1995, L'Harmattan, 112 p, 10,67 €



Un changement de président implique un vaste renouvellement au sommet du dispositif franco-africain, et peut donner lieu à certaines réformes. Qu'en est-il dans le nouvel exécutif chiraquien ? Ce 6ème Dossier noir fait le bilan de six mois de discours, de nominations, d'actes et de projets. On a pu croire que Jacques Chirac voulait dompter la Françafrique : elle l'a vite rattrapé...

DN n° 7, France-Cameroun : Croisement dangereux, 1996, L'Harmattan, 94 p, 9,15 €



Le Cameroun est un pays charnière. C'est un carrefour de géographie physique et humaine, un vivier de ressources, un lieu géométrique de rencontres ou d'affrontements culturels. Cela fait sa richesse, ce peut être son drame. Trop de pirates le dépouillent, trop d'incendiaires attisent les rivalités ethniques et linguistiques. Français ou Camerounais, ils poussent le pays à l'abîme. D'autres veulent le faire entrer en démocratie. Les jeux croisés des uns et des autres feront des élections présidentielles de 1997 une échéance décisive.

DN n° 8, Tchad, Niger : Escroqueries à la démocratie, 1996, L'Harmattan, 112 p, 10,67 €



Au Tchad le 2 juin 1996, les citoyens se sont rendus massivement aux urnes pour une "fête de la démocratie". Ils espéraient que, pour la première fois, le scrutin présidentiel serait libre et sincère. Alors que la France avait pris en charge l'organisation logistique de cette élection, une fraude monumentale a eu lieu. Idriss Déby devait gagner par tous les moyens, la France y a contribué.

Au Niger, le 7 juillet 1996, le général nigérien Ibrahim Baré Maïnassara a transformé avec le soutien de la France un scrutin libre en vote des casernes.

Deux peuples africains ont montré leur soif de démocratie. La Françafrique a, hélas, une nouvelle fois signifié qu'elle préférerait conserver les généraux amis.

DN n° 9, France-Zaïre-Congo (1960-1997) : Echech aux mercenaires, 1997, L'Harmattan, 13,72 €



Le 15 mars 1997, Kisangani tombe comme un fruit mûr. La rébellion menée par Laurent-Désiré Kabila bouscule la coalition hétéroclite qu'avait tenté de lui opposer le clan Mobutu et les réseaux français. La route de Kinshasa est ouverte. Cette fois-ci, le système Mobutu ne sera pas sauvé par une intervention française ou occidentale. Depuis 37 ans, les ingérences plus ou moins mercenaires avaient fini par devenir le « signe zaïrois ». En 1997, les Africains ont triomphé des mercenaires, non l'inverse.

DN n° 10, France-Sénégal : Une vitrine craquelée, 1997, L'Harmattan, 80 p, 7,62 €



Premier pays du sud du Sahara à avoir été en contact avec la France, le Sénégal est considéré comme une vitrine démocratique. Aujourd'hui, la vitrine se craquelle. Le Sénégal s'enfonce dans la crise économique, la pauvreté prospère. L'essentiel des richesses du pays est happé par le réseau franco-sénégalais, la «fransénégal», qui verrouille aussi le système politique. De fortes instabilités se profilent à l'horizon.

DN n° 11 : La traite et l'esclavage négriers, Godwin TETE, 1998, L'Harmattan, 64 p, 6,86 €



Ce dossier noir est un dossier spécial mémoire. Il saisit l'occasion du cent-cinquantième de l'abolition de l'esclavage pour éditer une étude précise et documentée sur la traite et l'esclavage négriers. Ce document est réalisé par Godwin Tété qui, en s'intéressant à l'histoire, n'a jamais déserté le combat du présent.

DN n° 12, Sommet Franco-Africain du Louvre La Sécurité au Sommet, l'insécurité à la base, 1998, L'Harmattan, 256 p, 18,29 €



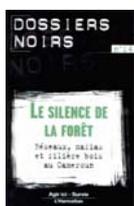
Réalisé à l'occasion du sommet franco-africain (novembre 1998) ayant pour thème la sécurité, ce Dossier noir aborde sous l'angle de la sécurité la situation de pays ou régions sous tension : Gabon, Tchad, Djibouti, Comores, Cameroun, Congo-Brazzaville, Togo, Guinée-Bissau et région des Grands Lacs. Quatre sujets touchant directement aux relations franco-africaines y sont aussi mis en exergue : les services secrets, les mercenaires et la privatisation des interventions militaires, la coopération militaire et le trafic d'armes.

DN n° 13, Projet pétrolier Tchad-Cameroun : Dés pipés sur le pipe-line, 1999, L'Harmattan, 64 p, 6,10 €



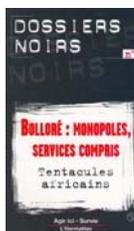
Le projet d'oléoduc partant du Tchad et traversant le Cameroun a déjà donné lieu à de nombreuses controverses. Et pour cause ! Sur le continent africain, la découverte du pétrole a trop souvent été synonyme d'un surcroît de corruption et de dictature. Compte-tenu de la situation politique au Tchad et au Cameroun, ce projet pétrolier ne peut être que source d'inquiétude.

DN n° 14, Le silence de la forêt : réseaux, mafias et filiales bois au Cameroun, 2000, L'Harmattan, 92 p, 4,57 €



Moins connue que l'exploitation pétrolière, l'exploitation des produits de la forêt (caoutchouc, bois) fut, historiquement, au cœur de la relation coloniale. Elle en a constitué l'un des modes les plus violents à travers l'esclavage puis le travail forcé. Si ce dernier a été aboli voici un demi-siècle dans l'Empire français, l'exploitation forestière s'est poursuivie sans discontinuer. Ce dossier présente une investigation dans un pays, le Cameroun, classés parmi les plus corrompus de la planète.

DN n° 15, Bolloré : monopoles, services compris. Tentacules africaines, 2000, L'Harmattan, 80 p, 4,57 €



Le groupe Bolloré vise une situation de monopole en Afrique dans des secteurs stratégiques comme le transport, ou aussi rentables que le tabac, et a prodigieusement étendu son emprise sur tout le continent. Ce dossier tente de montrer le caractère tentaculaire d'un nouvel empire économique, ses accointances avec les dictatures africaines, ainsi que les atteintes à l'environnement causées par une exploitation forestière incontrôlée.

DN n° 16 (épuisé), L'envers des la dette. Criminalité politique et économique au Congo-Brazza et en Angola, de François-Xavier Verschave, 2001, Agone, 225 p, 13 €.



Dans *L'envers de la dette*, François-Xavier Verschave, poursuit la dénonciation des relations troubles entre la France et certains pays du continent africain. Il s'intéresse particulièrement aux cas de l'Angola et du Congo-Brazzaville. Pour leur malheur pourrait-on dire, ces pays ont des sols qui regorgent de richesses : diamants, métaux et bien évidemment pétrole. Cette manne est un enjeu que se disputent différents clans avec l'aide de leurs parrains français, comme la compagnie Elf. L'auteur relate dans le détail l'histoire de ces relations en montrant les conséquences pour les citoyens de ces pays à travers l'analyse de la constitution de colossales dettes publiques.

DN n° 17 (épuisé), Les Pillards de la forêt. Exploitations criminelles en Afrique, de Arnaud Labrousse et François-Xavier Verschave, 2002, Agone, 192 p, 11 €.



Ce Dossier regroupe plusieurs études de cas assez exemplaires de pillage des ressources forestières dans lequel les opérateurs français occupent une place privilégiée. Pour comprendre comment s'organise ce pillage, il analyse les agissements de nombreuses sociétés (Rougier, Bolloré, Thanry, Pallisco, etc.) ; décrypte les liens entre des acteurs de l'exploitation et les réseaux mafieux, entre des hommes politiques occidentaux tels que Foccart, Godfrain, Pasqua, Chirac et leurs homologues africains ; enfin, suit l'argent du bois depuis la Banque mondiale jusqu'aux coffres des paradis fiscaux, depuis les ventes de grumes jusqu'aux trafics d'armes.

DN n° 18, Les Affaires sous la guerre. Armes, pétrole & argent sale en Angola, par Global Witness, 2003, Agone, 240 p, 13 €.



Depuis que la guerre civile angolaise a repris en janvier 1998, le développement économique et social du pays n'a cessé de se détériorer alors que les revenus pétroliers continuent de croître. Les investigations de l'ONG britannique Global Witness ont révélé que les hauts fonctionnaires angolais émargent sur des acquisitions militaires largement surévaluées, et dévoilé l'existence de fuites de capitaux dans les îles Vierges britanniques. Ce livre met à jour les complicités dont se sont rendues coupables sociétés pétrolières et banques internationales avec l'argent des contribuables des pays du Nord. Il révèle le dispositif de pillage des avoirs de l'État angolais par ses élites corrompues. Il montre comment le blanchiment d'argent dévoilé par l'« Angolagate » ne s'arrête pas en France mais s'étend notamment à l'Europe, à la Russie et aux États-Unis.

DN n° 19, Comores-Mayotte : une histoire néocoloniale, de Pierre Caminade, 2003, Agone, 192 p, 11 €.



En 1975, lors de la décolonisation des Comores, la France viole le droit international en arrachant Mayotte à son archipel. Condamnée plus de vingt fois par l'ONU, cette occupation reste illégale. Ainsi, le rattachement de Mayotte à la France est un facteur de déstabilisation des Comores qui, depuis 1997, sont marquées par une crise politique et institutionnelle sans précédent.

Ce livre propose un examen des motivations à la présence militaire française dans cette région où passent deux tiers du pétrole exporté du Moyen-Orient.

Il analyse le processus de « domtomisation » puis ses conséquences, notamment pour le reste de l'archipel des Comores, devenu chasse gardée d'une clique de mercenaires, Bob Denard en tête.

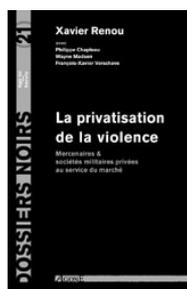
DN n° 20, Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux, de Gilles Labarthe, 2005, Agone, 208 p, 11 €



Cette enquête mène le lecteur à la découverte d'une des plus longues dictatures militaires de l'histoire contemporaine africaine. Dans ce pays « ami de la France » s'activent depuis plus de quarante ans un ensemble de réseaux au service d'une passion commune : le détournement des fonds publics et le pillage des ressources naturelles.

Ce Dossier noir démonte les principaux mécanismes et jeux d'influence étrangers qui ont contribué à ruiner depuis 40 ans l'équilibre économique et social d'une jeune nation, surnommée la « Suisse de l'Afrique » jusqu'à la fin des années 1970.

DN n° 21, La privatisation de la violence. Mercenaires et Sociétés Militaires Privées au service du marché, de Xavier Renou, 2006, Agone, 488 p, 24 €



Les mercenaires de jadis sont aujourd'hui les employés de « sociétés militaires privées » parfaitement légales qui, renvoyant à un passé révolu l'image sulfureuse des « chiens de guerre », tentent de se construire un rôle respectable dans la fiction d'un marché dispensateur de paix et de démocratie. Elles proposent pourtant à leurs clients les habituelles prestations d'ordre militaire : opérations de déstabilisation, combat, conseil en stratégie, logistique, etc.

Parce qu'elles se mettent au service des multinationales qui exploitent les pays du Sud dotés en ressources minières, ces sociétés agissent comme les gardiens d'un ordre économique qui maintient dans la plus grande dépendance des pays en principe libérés depuis plusieurs décennies du joug colonial.

DN n° 22, L'or africain. Pillages, trafics & commerce international, Gilles Labarthe, 2007, Agone, 224 p, 12 €



L'or africain est un livre-enquête qui s'attache à dévoiler les dysfonctionnements chroniques et les aspects occultes de l'exploitation aurifère en Afrique. Il décortique le rôle des paradis fiscaux et des multinationales européennes et américaines dans ce qui s'apparente à un véritable pillage.

Il met également en avant les mouvements de résistance qui, au Mali, dans le reste de l'Afrique et dans le monde, s'opposent à une exploitation incontrôlée des ressources naturelles.

Billets d'Afrique et d'ailleurs

Revue mensuelle d'information sur les avatars des relations franco-africaines.



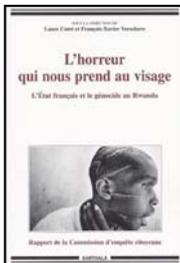
Depuis 1993, *Billets d'Afrique et d'ailleurs* est le bulletin mensuel de l'association Survie. Il offre une information alternative sur les avatars de la politique de la France en Afrique et constitue l'un des piliers de la volonté de Survie de mieux informer.

Les principaux faits de l'actualité françafricaine y sont décortiqués chaque mois : compromissions des acteurs politiques français avec les dictatures africaines, malversation des grandes entreprises, etc.

Abonnement : 25 € (Etranger : 30 € ; Faible revenu : 20 €)

Les ouvrages sur le génocide des Tutsi au Rwanda et l'implication de la France

L'horreur qui nous prend au visage. L'Etat français et le génocide, Rapport de la Commission d'enquête citoyenne sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994, de Laure Coret, François-Xavier Verschave, 2005, Karthala, 586 pages, 32 €.

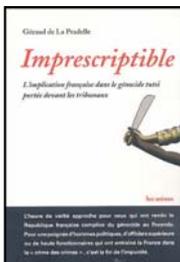


Le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994 a donné lieu dès le début à de nombreuses interrogations quant au rôle joué par la France dans ce crime des crimes. La Mission d'information parlementaire qui s'est tenue en France en 1998 n'a pas cherché à faire toute la vérité sur cette question.

En 2004, à l'initiative de Survie, un ensemble de personnalités associatives et qualifiées ont décidé de reprendre le travail d'investigation et d'organiser une Commission d'enquête citoyenne (CEC) afin de faire la lumière sur l'engagement français. Durant cinq jours, elles ont examiné des documents (pour certains inédits) et entendu des témoins et des experts. Ce travail a abouti à la constatation d'une complicité multiforme des responsables politiques et militaires français dans le génocide. Ce rapport est la retranscription intégrale des travaux de la Commission et constitue une base de données incontournable sur le sujet.

Imprescriptible : L'implication française dans le génocide Tutsi portée devant les tribunaux de Géraud de La Pradelle, Mehdi Ba (Préface), 2005, Les Arènes, 190 pages, 19,90 €

Grâce notamment au travail de la Commission d'enquête citoyenne, il est désormais avéré que la France, à travers ses responsables politiques et militaires, s'est rendue complice de ceux qui ont commis le génocide, avant, pendant et après celui-ci.



Ce livre appelle à la mise en cause, devant les juridictions françaises ou devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) d'hommes politiques placés au cœur de l'État, mais aussi de hauts fonctionnaires, d'officiers supérieurs ou de simples soldats, au titre de la participation directe ou de la complicité dans le génocide.

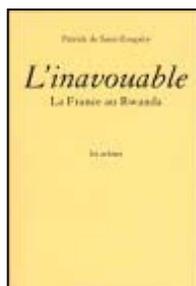
Ce livre explique comment les premières plaintes déjà déposées à Paris et visant des militaires français peuvent prospérer. Les hommes qui ont rendu la République française complice du « crime des crimes » doivent des comptes. *Imprescriptible* marque la fin de leur tranquillité.

Le massacre des Bagogwe. Un prélude au génocide des Tutsi. Rwanda (1990 - 1993) de Diogène Bideri, 2009, L'Harmattan, 14,50 €

Depuis 1959 les Bagogwe étaient considérés par les populations hutu du nord du Rwanda comme une caste inférieure. Ils seront marginalisés par tous les régimes, traités comme des citoyens de seconde zone. A partir du 21 janvier 1991, des centaines de Bagogwe furent massacrés, des centaines de femmes violées par les tueurs sur ordre des autorités politiques et militaires. Les massacres furent systématiques et s'étendirent de la région de Ruhengeri à celle de Gisenyi.

Plusieurs éléments laissent penser que le massacre des Bagogwe fut un des prémices du génocide de 1994. Le massacre avait été planifié par les tueurs, aux ordres des autorités politiques et militaires.

L'Inavouable : La France au Rwanda de Patrick de Saint-Exupéry, 2004, Les Arènes, 290 pages, 19,90 €



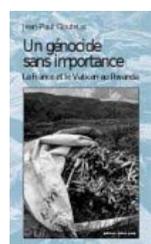
"Des soldats de notre pays ont formé, sur ordre, les tueurs du troisième génocide du XXe siècle." Nous leur avons donné des armes, une doctrine, un blanc-seing. J'ai découvert cette histoire malgré moi, dans les collines rwandaises. Patrick de Saint-Exupéry, journaliste au *Figaro*, a assisté en spectateur « privilégié » au génocide des Tutsi au Rwanda. Il a vu les charniers, parlé avec des Tutsi en fuite et des Hutu en chasse. Il a côtoyé l'armée française lorsque François Mitterrand décida finalement de la déployer pour des « *buts humanitaires* ». Il est rentré en France, hanté par ce qu'il avait pu voir, mais décidé à comprendre pourquoi la France a soutenu jusqu'au bout le régime génocidaire.

Généalogie du génocide rwandais de Dominique Franche, 2004, Tribord, 110 pages, 3 €



« On n'explique pas un génocide ». C'est par ces mots que Dominique Franche entraîne le lecteur dans une généalogie du génocide rwandais. Non pas qu'il renonce à l'analyse, au contraire, mais parce que celle-ci ne saurait se limiter à une « explication », une causalité mécanique, qui présenterait le génocide des Tutsi (et le massacre d'opposants hutu) de 1994 sous les traits rassurants de la fatalité, de l'« inévitable » « guerre tribale » sur la « terre à massacres » que serait l'Afrique. En choisissant de s'écarter du débat sur les responsabilités des uns et des autres, il a préféré donner un éclairage historique sur les origines du racisme dans ce pays.

Un génocide sans importance. La France et le Vatican au Rwanda, de Jean-Paul Gouteux (actualisé par Jacques Morel), 2007, Tahin Party, 224 p, 6 €



Le génocide rwandais, plus d'un million de morts d'avril à juin 1994, reste environné de ce flou qui caractérise, pour l'opinion publique, la politique française en Afrique. Comme si les massacres sur le continent noir étaient des événements endémiques inévitables et incompréhensibles. Au contraire, ce génocide n'a été ni spontané ni imprévisible, mais il a bien été préparé et organisé. Et ce million de meurtres n'aurait pas eu lieu sans le soutien indéfectible des décideurs français, militaires et politiques, jusqu'au plus haut échelon de l'Etat.

Le Monde, un contre-pouvoir ? Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais de Jean-Paul Gouteux, 1999, L'esprit frappeur, 202 pages, 3,05 €



Ce livre nous dit comment, parmi d'autres, le Monde, journal réputé pour son « objectivité », s'est fait le complice de ce crime en brouillant délibérément l'information.

La vérité sur le génocide rwandais a été partiellement dévoilée depuis trois ans. On sait aujourd'hui à quel point l'État français fut impliqué dans cette entreprise meurtrière. Ce livre révèle comment l'un des plus grands journaux français a désinformé ses lecteurs.

Le Monde, honorable quotidien du soir, journal réputé pour son sérieux, son objectivité, sa bonne tenue, en un mot sa qualité, a tout fait pour que les citoyens français n'aient aucune chance de comprendre la politique démente entreprise par François Mitterrand, ses services secrets et son état-major militaire.

Les ouvrages sur la réforme de l'économie mondiale

A l'aurore du siècle, où est l'espoir ? Biens communs et biens publics mondiaux de François Lille, 2006, éditions Tribord, 148 pages, 4,50 €



Dans les termes les plus simples et généralisables, on peut proposer trois définitions basiques : le bien commun, c'est ce qui appartient à tout le monde au présent et au futur. Le bien public, c'est ce à quoi tout le monde doit avoir droit, ici et maintenant. Le service public, c'est la manière dont doivent être gérés, produits et distribués ces biens communs et publics. Le passage de l'idée de l'aide à celle des biens publics, c'est celui de l'assistance aux droits des peuples et des gens. L'une se quémante, les autres se revendiquent et s'exigent.

La maison-monde : Libres leçons de Braudel de François-Xavier Verschave, 2005, éditions Charles Léopold Mayer, 250 pages, 15 €



En convoquant les données de la géographie, de l'économie politique et de la sociologie et en considérant l'Histoire dans sa longue durée, Fernand Braudel a redonné à l'histoire humaine toute l'amplitude de son mouvement. A n'en pas douter, sa distinction entre les trois niveaux économiques fondamentaux (économie de subsistance, économie de marché, économie-monde) permettant de relativiser la place écrasante aujourd'hui prise par le second.

Mais pas seulement. F-X Verschave transpose ainsi dans le domaine politique cette tripartition pour mieux distinguer les liens et les ruptures entre les différents espaces et pratiques politiques.

Transport maritime, danger public et bien mondial de François Lille et Raphaël Baumier, 2005, éditions Charles Léopold Meyer, 424 pages, 16 €



La marine marchande mondiale dérive dangereusement. Malgré l'existence de bases institutionnelles internationales, les lobbies de la complaisance maritime règnent en maîtres sur l'activité, et l'ensemble tourne à l'envers : pavillons de complaisance, bateaux poubelles, marées noires, etc.

Par ce livre, les auteurs (deux marins) cherchent des solutions en s'appuyant sur l'idée des biens communs et publics, portée maintenant à l'échelle planétaire, plaçant le marin à l'avant-garde d'une autre mondialisation, celle des droits humains et du respect écologique.

La santé mondiale entre racket et bien public, collectif, coordonné par François-Xavier Verschave, 2004, éditions Charles Léopold Mayer, 346 pages, 16 €



La Déclaration universelle des droits de l'Homme et la création de l'Organisation mondiale de la santé avaient bien pour objectif que le droit d'être soigné soit universel. Mais une majorité d'habitants de la planète est renvoyée au manque de ressources de son propre pays ou à l'indifférence de ses dirigeants.

Le présent ouvrage, suscité par l'association « Biens publics à l'échelle mondiale », suit une approche concrète et pluridisciplinaire : se souvenir de la conquête et de l'institution fécondes, à l'échelle nationale, d'un bien public comme la santé ; observer la nécessité d'un passage au moins partiel à l'échelle mondiale ; identifier les forces qui s'y opposent et en démonter l'idéologie ; repérer le mouvement social émergent qui veut l'universalité du bien public.

Les télécommunications, entre bien public et marchandise, sous la direction de Djilali Benamrane et Bruno Jaffré, 2005, éditions Charles Léopold Mayer, 378 pages, 18 €



Avec le télégraphe, le téléphone, la maîtrise des ondes et Internet, l'économie-monde occidentale a construit le système nerveux de son hégémonie, sans pour autant que le droit à la communication pour tous ne soit assuré. Les promesses de progrès ont balayé les règles du service public.

Face à la déréglementation et à la perspective d'un élargissement de la « fracture numérique », les résistances se multiplient. En Afrique, des syndicalistes, parlementaires, groupements d'usagers, ONG inventent des pratiques nouvelles. Ces mouvements montrent que la revendication de biens publics dans le domaine

des télécommunications devient primordiale.

On peut changer le monde de François-Xavier Verschave et François Lille, 2002, La découverte, 127 pages, 7,50 €



Connaissance, justice, forêts, culture, santé publique, (etc.) doivent-ils être laissés à l'appétit des puissances financières multinationales ou à l'abandon ? Ne sont-ils pas plutôt des biens auxquels chaque individu a droit ?

Ce livre se démarque franchement des théories des biens publics mondiaux que développent actuellement les économistes officiels. De tels biens ne peuvent être confiés aux mécanismes aveugles des « marchés », ni limités à ce que ceux-ci ne peuvent pas assumer. Ils sont avant tout des besoins, des nécessités, des exigences issues des droits humains et écologiques fondamentaux.

Climat, santé, justice, sont les trois thèmes choisis pour illustrer très concrètement cette démarche, cette exigence, avant d'en esquisser un panorama plus général.

L'aide publique au développement : Un outil à réinventer de Guillaume Olivier, Saïdou Sidibé, François-Xavier Verschave (Préface), 2004, éditions Charles Léopold Mayer, 177 pages, 16 €



Ce livre propose, de façon pédagogique, un état des lieux de l'aide au développement. S'il affirme la nécessité d'accroître l'aide, il montre surtout que l'enjeu de celle-ci n'est pas simplement d'équilibrer la balance des paiements du pays bénéficiaire, mais de financer le développement, par une action publique qui, au-delà des retombées positives pour les agents privés doit assumer la charge de biens publics (formation, santé, environnement...). De même, les formes de l'aide et la façon de la gérer sont au cœur de la réflexion.

Ce livre dépasse le constat et la dénonciation en précisant les pistes de réforme. Il donne aussi la parole à un acteur du Sud, Saïdou Sidibé, ancien ministre des Finances du Niger : une façon de rappeler que l'aide ne se pense pas seul...

Pourquoi l'Erika à coulé : Les paradis de complaisance de François Lille, 2000, L'esprit frappeur, 102 pages, 1,52 €



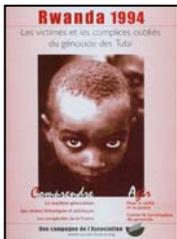
Erika : au-delà de ses aspects techniques et de ses conséquences désastreuses, ce naufrage a surtout révélé l'état de dégradation générale de la navigation maritime internationale : ce qui est en cause, c'est une organisation planétaire parfaitement opaque reposant sur les pratiques douteuses des multinationales et la complicité des États, les pavillons de complaisance et les "paradis fiscaux".

Ce système est ici décortiqué, à partir de l'exemple de l'Erika, pour amener les citoyens à prendre conscience de la gravité de cette dérive mondiale et de la nécessité d'y mettre fin.

La collection de brochures pédagogiques

Rwanda 1994. Les victimes et les complices oubliés du génocide des Tutsi, format 15x21, 32 p, 2,50 €

Prolongement de la campagne menée en 2004 par Survie sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsi, cette brochure expose l'histoire du Rwanda, la construction idéologique qui a abouti au génocide, l'attitude de la communauté internationale et l'implication française.



Elle met aussi en avant le travail de vérité réalisé par la Commission d'enquête citoyenne (CEC) organisée en mars 2004 et qui a abouti à la constatation d'une complicité multiforme des responsables politiques et militaires français dans le génocide.

Pour en finir avec les Paradis fiscaux, format 15x21, 32 p, 3 euros.



Cette brochure vise à fournir des outils de compréhension et d'argumentation sur les paradis fiscaux et leurs conséquences, au Nord comme au Sud. Elle présente également une série de propositions sur lesquelles interpeller citoyens et pouvoirs publics français, en lien avec la campagne menée par la plate-forme des ONG françaises pour les Objectifs de Développement du Millénaire : « 2005, plus d'excuse », dont les paradis fiscaux et judiciaires constituent l'un des thèmes majeurs.

La France coloniale d'hier et d'aujourd'hui, format 15x21, 68 p, 3 €



En mettant en parallèle les principaux aspects et ressorts du colonialisme français (conquêtes violentes, pillage, racisme) et les pratiques néocoloniales de la France et de ses entreprises en Afrique jusqu'aujourd'hui (ingérence, préservations d'intérêts économiques, mépris) cette brochure montre l'évidence de la filiation entre la politique de la France en Afrique depuis 1960 et la colonisation qui l'a précédée. Elle rappelle aussi les résistances qui, hier comme aujourd'hui, s'élèvent tant en France qu'en Afrique, contre cette domination.

Dettes odieuses. A qui a profité la dette des pays du Sud ?, format 21 x 29.7, 22 p, 2 €



Ce titre est celui d'une brochure publiée par la « Plate-forme Dette & Développement » dont Survie est membre. Cette brochure d'une vingtaine de pages fait le tour de la question de ces dettes qui ont été contractées par des régimes souvent illégitimes, contre l'intérêt de leurs propres populations. Etudes de cas à l'appui (Haïti, RD Congo, Irak, etc.), cette brochure explique comment ces dettes ont été contractées et pourquoi il faut les annuler. Elle propose en outre des pistes pour agir, afin d'y mettre un terme.

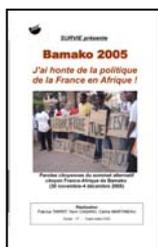
Biens Mal Acquis des dictateurs africains en France, format 15x21, 52 p, 3 €



Cette brochure décode les dessous de la criminalité économique de la Françafrique à travers les mécanismes des biens mal acquis. Au moyen d'exemples concrets, elle propose le décryptage d'un enjeu majeur dans la lutte contre la corruption et l'impunité des dictateurs africains. La saisie et la restitution des fonds et des biens immobiliers aux populations spoliées serait un signe fort pour tous ceux qui réclament une réforme de la politique de la France en Afrique. Mais au-delà de ce point, il s'agit surtout de mener un combat pour faire avancer la justice internationale en s'attaquant à la criminalité économique dont les relations franco-africaines se nourrissent voracement.

Les documents audio-visuels

Bamako 2005. J'ai honte de la politique de la France en Afrique, documentaire de Fabrice Tarrit, Yann Casaro et Céline Martineau, 2006, 17 min, DVD, 5 €



Documentaire sur le Sommet alternatif citoyen de Bamako, organisé en décembre 2005 par la CAD-Mali, en marge du Sommet officiel des chefs d'Etats français et africains. Plusieurs dizaines d'organisations de la société civile africaine (venant d'une dizaine de pays) et française, ont participé à divers ateliers de réflexion sur les dictatures, la coopération au développement, la dette, le commerce, et les relations franco-africaines.

Un document militant, témoignage des résistances africaines au néocolonialisme.

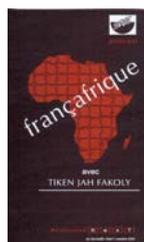
Une Commission d'enquête citoyenne sur le Rwanda, pour quoi faire ?, documentaire de Josette Bos, 2005, 26 min, DVD et VHS, 10 €



Ce documentaire présente l'aventure qu'a constitué en 2004 la tenue de la Commission d'enquête citoyenne sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda (CEC), initiée par Survie. Il montre comment, jour après jour, des historiens, des juristes, des journalistes et autres, sont venus témoigner devant la Commission.

Les principaux participants à cette Commission y exposent les motifs qui les ont amené à s'engager dans cette campagne ainsi que leur volonté de poursuivre le travail de vérité sur la complicité de la France dans le dernier génocide du 20^{ème} siècle.

Françafrique, avec Tiken Jah Fakoly, Kest, Survie69, VHS, 2002, 16 min, 7 €



Documentaire de présentation de l'association Survie et de son combat, au travers de témoignages de ses militants et sympathisants. Conférences, manifestations, publications sont les principales activités de cette association pas comme les autres, encore récemment dirigée par François-Xavier Verschave (auteur de nombreux ouvrages sur la Françafrique), et actuellement présidée par Odile Biyidi. Le système politico-mafieux de la « Françafrique » y est présenté au grand étonnement de citoyens relativement peu informés de cette réalité toujours vivace.

Le prix de l'or, de Camille de Vitry, DVD et VHS, 2007, 94 min, 20 €



Un reportage sur la gigantesque mine d'or de Sadiola au Mali où est pratiqué un apartheid qui ne dit pas son nom ; où le minerai est traité au cyanure et à la chaux vive, nettoyé à l'acide, rejeté en boues toxiques-par millions de tonnes ; où les mineurs ont sacrifiés à moyen terme ; où la terre est sacrifiée à long terme.

Ce reportage montre aussi la mobilisation des villageois qui se sont organisés pour réaliser un travail de lobbying auprès des responsables politiques maliens et de la société d'exploitation de la mine. Une illustration des nombreux combats de la société civile au Mali et ailleurs.

Elf, la pompe Afrique. Lecture d'un procès, de et par Nicolas Lambert, Bac Vidéo, DVD, 2006, 130 min, 14,99 €



DVD du spectacle enregistré aux Arènes de Nanterre, avec en bonus un documentaire de 26 minutes « Re-lecture d'un procès ».

C'est l'histoire d'un comédien qui met en scène l'un des plus grands scandales politico-financiers français... Un imbroglio politico-judiciaire raconté par ses protagonistes. Histoire de comprendre... En quelques mois, la pièce a attiré plus de 11 000 spectateurs.

Compilations de soutien

“Africa Wants To Be Free !” 12 € (épuisé)

Le temps des (néo)colonies n'a que trop duré : musiciens africains et français s'unissent pour dénoncer la dictature et le pillage du continent.

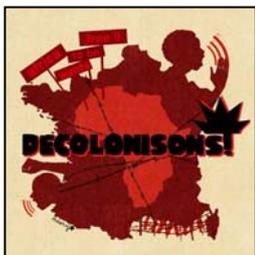


“Africa wants to be free !”, c'est un cri d'alarme de millions d'Africains, dont les revendications sont portées ici par des musiciens qui dans leur mode d'expression respectifs ont choisi de mettre le militantisme au cœur d'un projet artistique. C'est aussi celui d'une association, Survie, qui milite depuis 20 ans en France pour que ces pratiques néocoloniales cessent. C'est celui, enfin, de tous ceux qui sont convaincus que la pauvreté, la dictature, la guerre ne sont pas des fatalités.

80 minutes de rap, raggae, dub, par le meilleur de la scène africaine et française : Tiken Jah Fakoly (Côte d'Ivoire), Didier Awadi (Sénégal), Meï Teï Shô (Lyon), Tryo, Niominka'Bi (France, Sénégal), Dub Incorporation (Lyon), La Razzia (Lyon), Pee Froiss (Sénégal) et bien d'autres.

Africa Wants To Be Free ! Acte II : Décolonisons ! 12 €

Afin cette fois-ci de mettre en évidence la filiation entre le néocolonialisme et les pratiques d'antan et de dénoncer la persistance d'imaginaires coloniaux au sein de la société française (débat sur le « rôle positif de la colonisation », discriminations envers les Français « issus de l'immigration »), Survie et plusieurs artistes présents sur la première compil' ont décidé de poursuivre l'aventure et de lancer le projet politico musical « Décolonisons ! ».



« Décolonisons ! » est la rencontre d'artistes d'une dizaine de pays qui entendent, au travers de leur rap et de leur reggae, porter la parole de celles et ceux qui ne l'ont pas, afin de favoriser un dialogue citoyen de part et d'autre de la Méditerranée.

Au menu de cette compil' : un morceau collectif enregistré spécialement pour l'occasion, Didier Awadi (Sénégal), Bernard Lavilliers (France) et Tiken Jah Fakoly (Côte d'Ivoire), Kwah (Angers) et Adama Yalomba (Mali), Axiom (France-Maroc), Kajeem (Côte d'Ivoire), Desert Rebel (France-Niger), Tata Pound (Mali), Jahwise (Congo B), Ministère des Affaires Populaires (Roubaix), Lassy King Massassy (Mali), Duval MC (Marseille), Komandant SIMI OL (Côte d'Ivoire), Casey (Seine St Denis) et d'autres.

Les T-Shirt (12 €) Tailles U (coupe « fille » stretch) S-M-L-XL et XXL :



Africa Wants to be Free !



Décolonisons !



Pomp'Afric



Françafrique. On arrête quand?

La plupart de nos publications sont en librairie.

Résultats d'un **travail d'enquête et d'analyse** sur la politique de la France en Afrique et les relations Nord-Sud, elles sont le reflet de la volonté de Survie de proposer une information alternative et de pointer du doigt, depuis plus de 20 ans, les réalités souvent occultées des relations franco-africaines.

Survie réalise ainsi **un travail d'information et de sensibilisation** des citoyens.

Vous retrouverez donc nos publications, ainsi que nos documents de campagne, sur nos stands et tables de presse, lors de nos **conférences, projections-débats, manifestations**.



Survie c'est aussi une **association militante** qui entend interpellier les citoyens, les médias et les élus : diffusion de tracts, campagnes d'affichage, manifestations symboliques...



Informez-vous de nos évènements et assistez / participez à nos campagnes, nos mobilisations.

Abonnez-vous gratuitement à **Survie Info**, la lettre électronique mensuelle d'information sur les activités de Survie et l'actualité franco-africaine.

Inscription sur <http://survie.org>

Survie est une association (loi 1901) qui milite :

- en faveur de **l'assainissement des relations franco-africaines**,
- en faveur de **l'accès de tous aux biens publics**
- contre **la banalisation du génocide**.

Elle fonde son action sur la **légitimité qui incombe à chaque citoyen d'interpeller ses élus** et d'exiger un contrôle réel des choix politiques dans tous les domaines.

Elle fonde son engagement sur la constatation que **les problèmes de développement en Afrique sont avant tout d'ordre politique**.

Survie mène ainsi des campagnes d'**information** et de **sensibilisation** et réalise un travail de **d'interpellation** des responsables politiques français.

A travers ses **campagnes** et l'organisation chaque année d'un « **Moi(s) contre la Françafrique** » Survie dénonce le soutien de la France aux dictatures africaines (coups d'Etat, élections truquées, fourniture d'armes) dans le but de ramener à la raison démocratique la politique de la France en Afrique, largement monopolisée par l'Elysée.

A travers un travail d'**enquête** sur le rôle de la France durant le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994, Survie milite pour la vérité et contre l'impunité des crimes de la France en Afrique.

En faisant la promotion des **biens publics mondiaux**, Survie milite en faveur de l'accès de tous (au Nord comme au Sud) aux biens publics (eau, nourriture, santé, éducation, justice, etc.)

Assistez aux colloques, projections-débats ou contre-sommets organisés par Survie, que vous pouvez retrouver sur www.survie-media.info

Informez-vous en lisant nos publications : livres, brochures pédagogiques, bulletin mensuel d'information *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, les *Dossiers noirs* de la politique de la France en Afrique, ou en vous abonnant à **Survie Info** notre lettre électronique mensuelle d'information.

Agissez en rejoignant l'un de nos 24 groupes locaux un peu partout en France.

Pour plus d'information : <http://survie.org> ou contactez-nous contact@survie.org



210 rue St Martin 75003 PARIS
<http://survie.org>
Tél. : (33-1) 44 61 03 25 - Fax : (33-1) 44 61 03 20